

IMMIGRÉS EN ESPAGNE

Panorama sombre avec plus de 1,2 millions de chômeurs

Le nouveau gouvernement veut reconduire le retour volontaire en y apportant quelques modifications.

Le panorama devient de plus en plus sombre pour les immigrés installés en Espagne qui voient le chômage sévir dans leurs rangs avec plus de 1,2 million de sans-emplois, alors que la situation économique du pays d'accueil ne semble pas s'améliorer et le spectre d'une nouvelle récession plane de nouveau.

L'année 2011 aura terminé avec 1.225.800 travailleurs immigrés au chômage sur une population active étrangère forte de 3.516.900 personnes soit un taux de 34,82%, selon les derniers chiffres rendus publics, vendredi dernier, par l'Institut national espagnol de la statistique.

Ce taux, qui a grimpé de plus de deux points en seulement trois mois passant de 32,7% durant le troisième de 2011 pour terminer le dernier trimestre à 34,8%, est de 14 points supérieurs à celui des travailleurs de nationalité espagnole dont le nombre dépasse les 4,047 millions de chômeurs.

L'Espagne a terminé l'année 2011 avec un taux record de chômage de 22,85 % pour atteindre un total de 5,27 millions de personnes sans emploi, selon les mêmes statistiques officielles. Le nombre de postes d'emploi perdus en 2011 est le double de celui de l'année précédente.

«C'est un chiffre négatif qui intime au gouvernement de travailler avec intensité», a

reconnu la vice-présidente du gouvernement Soraya Saénz de Santamaria qui a réitéré la détermination du gouvernement conservateur de parvenir le plus rapidement possible à une réforme du marché du travail pour contenir l'hécatombe du chômage.

Le chômage constitue l'un des principaux défis auxquels doit faire face le nouveau gouvernement. Il avait été érigé en priorité par le président de l'exécutif, Mariano Rajoy qui s'était engagé à parvenir à une réforme du marché du travail avant février prochain.

Mais les perspectives d'une nouvelle récession et les plans d'ajustement comme ceux adoptés vendredi pour contenir le déficit semblent compliquer encore davantage la récupération de l'emploi à court terme, de l'avis des observateurs.

À cette situation désastreuse que traverse le marché du travail en Espagne, s'ajoute le risque social auquel sont exposés les chômeurs qui verront, à partir de février, leurs allocations chômage retirées pour tous ceux, immigrés ou non, qui les auront épuisées.

En plus de se retrouver sans travail et dans une situation économique limite, les chômeurs immigrés risquent de perdre leurs papiers, de ne pouvoir justifier de ressources pour obtenir la fameuse Carte de séjour.

Dès qu'il perd son emploi, l'immigré se trouve plongé dans un cercle vicieux «pas de papiers pas d'emploi et vice-versa», pour venir, à terme, grossir le rang des irréguliers. Dans la majorité des cas, il ne trouve son salut qu'en travaillant dans l'économie souterraine.

D'autres, très peu nom-

breux, optent pour le retour volontaire qu'encourage le gouvernement espagnol. Le retour volontaire qui figure dans l'actuelle loi sur l'immigration réformée en 2011 par le gouvernement Socialiste sortant a été un véritable échec en Espagne parce que les immigrés n'y adhèrent que faiblement en raison des conditions draconiennes qui sont imposées par l'administration espagnole notamment la renonciation au permis de

résidence et de travail.

L'actuel gouvernement de Droite est déterminé à reconduire l'expérience en y apportant quelques modifications en vue de convaincre un plus grand nombre d'immigrés.

L'Espagne compte près de cinq millions d'étrangers sur une population d'un peu plus de 47 millions, des étrangers venant principalement d'Amérique latine, du Maroc et d'Europe de l'Est. ■

MAP



Les Marocains très touchés

Les Marocains constituent la première communauté étrangère extracommunautaire (en dehors de l'Union européenne) légalement établie en Espagne avec plus de 791.000 personnes, selon de récents chiffres officiels. Ils sont quelque 208.712 à être affiliés à la sécurité sociale à fin décembre 2011, constituant ainsi la première force de travail non communautaire en Espagne, selon les derniers chiffres du ministère espagnol de l'Emploi et de la sécurité sociale. En l'absence de chiffres officiels sur le chômage parmi la communauté marocaine établie en Espagne, une étude socio-économique réalisée en 2010 pour le compte de

«Casa Arabe» avait révélé que depuis l'éclatement de la crise économique, le chômage s'était multiplié par quatre dans les rangs des immigrés marocains, provoquant depuis juin 2007 la perte de 26 % des postes d'emploi occupés par les Marocains d'Espagne. Selon cette étude élaborée par le collectif «Ioé», formé de sociologues et d'experts en immigration et en matière de marché du travail, la raison de ce fort taux de chômage chez les immigrés marocains d'Espagne serait due au fait qu'ils occupent un travail temporel, peu ou non qualifié et dans des secteurs fortement frappés par la crise comme la construction.